

PRÉSIDENCE DE L'APN

TAJ soutient le candidat du FLN

Le parti d'Amar Ghoul apporte son soutien au candidat du Front de libération nationale (FLN), Saïd Bouhadja, pour la présidence de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Younès Djama - Alger (Le Soir) - «Nous apportons notre soutien au candidat du FLN», a en effet déclaré hier Amar Ghoul, président de Tajamou Amal Jazaïr (TAJ), qui a obtenu 20 sièges lors des élections législatives du 4 mai dernier, devenant ainsi la troisième force politique parmi les soutiens du président de la République et de son programme, après le FLN et le Rassemblement national démocratique (RND).

Amar Ghoul a appelé à l'occasion ses élus à faire preuve de beaucoup de discipline et de ne pas verser dans l'invective et les attaques personnelles. Leur sug-

gérant de considérer les différents acteurs politiques comme des partenaires et non comme des adversaires.

«Nous n'avons pas d'adversaire politique. Nous allons travailler de concert avec nos partenaires politiques mais tout en gardant notre spécificité et notre ligne politique modérée et responsable», a affirmé Amar Ghoul. Il a également soutenu que le groupe parlementaire de TAJ sera une force de proposition à l'Assemblée nationale, et cherchera «à trouver les solutions aux problèmes posés, tout en restant critique vis-à-vis des

choses qui ne vont pas», a encore souligné Ghoul.

Dans le sillage du soutien au candidat du FLN pour la présidence de l'APN, Amar Ghoul avait auparavant déclaré que son parti ne s'opposait pas au maintien d'Abdelmalek Sellal comme Premier ministre dans le prochain gouvernement.

«La nomination d'un gouvernement et du Premier ministre est une prérogative exclusive du chef de l'Etat, il est donc inconcevable que nous la contestions», avait déclaré ce soutien indéfectible du Président Bouteflika.

Revenant sur la tragique actualité de l'écrasement d'un hélicoptère de l'ANP dans la région de Tipasa, Amar Ghoul a tenu à rendre un vibrant hommage aux officiers morts dans cet



Amar Ghoul, président de TAJ.

accident, et à travers eux rendre populaire engagée dans la sécurisation du pays.

Y. D.

DUREMENT RÉPRIMÉS ET INTERDITS D'ENTRER DANS

LE TERRITOIRE DE LA CAPITALE

Les retraités de l'ANP suspendent leur marche

Le déploiement de véhicules spéciaux et de gendarmes anti-émeutes le long de la RN5, au niveau de la commune de Réghaïa, et à la limite entre les wilayas d'Alger et de Boumerdès est complètement disproportionné si l'on considère que la cible n'est qu'une foule de civils qui n'a aucune velléité de violence.

Ce sont des anciens militaires, certains sont amputés des deux pieds. Il s'agit de retraités, de blessés et de radiés de l'ANP, comme tenait à le rappeler Merouane, l'ex-capitaine de l'ANP, coordinateur national de ce mouvement de revendication.

Hier à 7h 30 du matin, quelques milliers de marcheurs venus de plusieurs wilayas du pays ont passé la nuit dehors. Ils se sont rassemblés à côté de la RN5 sans gêner la circulation automobile. Le capitaine Merouane nous fait le point sur cette marche. «Un groupe de marcheurs avait commencé par se rassembler à Beni-Messous (Alger, ndlr) et un second devait se rencontrer devant la Grande-Poste. Nos camarades ont été violemment agressés par la police. Nous nous sommes rassemblés à Boumerdès. Je peux vous dire qu'il y avait plusieurs dizaines de milliers.» Selon lui, les marcheurs qui ont pris le départ de Boumerdès dans la matinée se sont vu barrer la route à la limite est de la wilaya d'Alger.

Des échauffourées ont été enregistrées. La question se pose d'elle-même : est-ce qu'il y a des blessés et des arrestations ? Le coordinateur et la foule qui l'entourait sont d'accord sur 5 blessés dont deux graves. Ils ont été évacués par les agents de la Protection civile vers les structures sanitaires, nous dit-on. Par contre, le capitaine Merouane n'approuve pas l'allégation de quelques marcheurs qui nous ont affirmé qu'un décès a été constaté.

Sur les arrestations, ni le capitaine Merouane ni aucun de ses compagnons n'ont pu nous donner un nombre. Unanimement, les marcheurs tenaient à saluer les citoyens de la commune de Ouled-Heddadj, agglomération en face de Réghaïa mais située dans le territoire de la wilaya de Boumerdès. «Ils nous ont offert quelques couvertures, de l'eau et parfois de quoi manger. Nous les en remercions.»



Malgré la faim, la fatigue et surtout la répression, une partie des marcheurs est restée.

Les compagnons du capitaine n'ont pas manqué de fustiger les services de sécurité. «Est-il normal de bombarder des civils, dont des infirmes, à coups de grenades de gaz lacrymogène à partir d'un hélicoptère ?» dira l'un d'eux. Un autre ajoutera : «Un policier m'a tenu par la main et m'a dit un terroriste est mieux que toi.» L'insinuation est ambiguë : est-ce une forme de soutien à un ancien confrère de lutte ou une marque de mépris ?

De leur côté, les autorités ne sont pas restées insensibles à cette mobilisation considérable et déterminée d'une frange de citoyens qui, par leur passé et leur entraînement, peuvent s'organiser et faire durer la revendication de rue.

En effet, selon le coordinateur national, avant le départ de la marche de Boumerdès, une délégation de 7 retraités, radiés et blessés, victimes dénombrées lors de la guerre contre le terrorisme, a été reçue à Boumerdès par les autorités à leur tête le wali de Boumerdès, le directeur général de la Caisse d'assurance militaire le général Hadj Sadok, le directeur de la Sûreté de la wilaya de Boumerdès, l'adjoint du chef du secteur opérationnel (ANP) et d'autres responsables. «Nous leur avons exposé nos revendications. Ils nous ont affirmé que nos doléances seront transmises aux hautes autorités du pays. Ils nous ont promis une réponse d'ici 3 ou 4 jours. Alors nous attendrons le temps qu'il faut pour avoir cette réponse», dira le capi-

taine Merouane. D'autres marcheurs crient. «Nous voulons un communiqué officiel.» En clair, les manifestants, des retraités de l'ANP, des radiés de l'armée et des blessés victimes de la lutte antiterroriste veulent rester sur place jusqu'à ce qu'une réponse leur parvienne.

La plate-forme comprend 39 revendications qui touchent particulièrement les indemnités de blessés notamment ceux qui ont subi de graves dommages avant 2011. Vers 9h 30 du matin, les protestataires se sont éloignés de la RN5 pour prendre place à l'intérieur du quartier de Ouled-Heddadj, mitoyen de cette route.

Dans l'après-midi, une information faisait part de la dispersion des manifestants pour rejoindre leurs domiciles.

Notre source nous a affirmé que les encadreurs des marcheurs ont donné une semaine aux autorités pour répondre à leurs doléances, dans le cas contraire, ils reviendront à la charge.

«La réconciliation nationale touche les terroristes pas ceux qui se sont sacrifiés pour protéger le pays»

Au cours de nos divers entretiens avec les insurgés, certains se sont montrés méfiants, d'autres étaient très nerveux. «Ne faites pas attention à ces derniers. Ils souffrent des séquelles psychologiques de la lutte contre les terroristes. Au lieu de les prendre en charge, l'Etat les a délaissés. De plus, ils ont été durement réprimés et ils

viennent de passer plusieurs nuits dehors comme des SDF.»

D'autres ont fustigé la presse en général et les télévisions privées qui, selon eux, sont habituées à faire du sensationnel mais lorsqu'il s'agit de revendications des Algériens, elles font la sourde oreille. «Depuis plusieurs jours, nous sommes durement réprimés et elles n'ont pas daigné informer nos concitoyens. C'est vraiment louche.» Tous ceux avec qui nous avons discuté ont insisté sur la protection de veuves de chahids du devoir national. «Pour les protéger contre toutes surenchères.»

Nous avons discuté avec beaucoup de marcheurs pour constater des aberrations pour ne pas dire de hogra. Peut-on en effet donner 60% d'infirmité à un ancien soldat de l'ANP qui a lutté contre le terrorisme et qui a été amputé, en 1997, de la jambe droite ? C'est le cas de Hadj, originaire de Saïda, dans le sud-ouest du pays. Ce dernier ne touche que 27 000 DA pour son infirmité à vie. Le cas de Belkacem, 37 ans, venu de Djelfa pour appuyer les revendications de ce collectif est saisissant. Il a été blessé par l'explosion d'une bombe posée par les terroristes en 1998. Il est sorti de l'hôpital en 2010 avec ses 2 jambes en moins, l'œil gauche hors d'usage et la main droite partiellement inutilisable. Il touche 27 000 DA de pension d'infirmité, 23 000 DA d'indemnité de blessure et seulement 22 000 DA de retraite. Un homme d'une quarantaine d'années tenait vraiment à poser cette question à qui de droit : «Pourquoi la réconciliation nationale s'applique aux terroristes et pas à ceux qui se sont sacrifiés pour sauver ce pays ?» Cette question mérite d'être complétée par une autre question. Comment un faux moujahid, solide comme un roc, bénéficie d'une infirmité de 80 ou 100% et d'une pension de plusieurs millions de centimes alors que le soldat de l'ANP qui s'est vraiment battu les armes à la main et qui a payé de sa chair sa contribution pour sauver l'Algérie de la disparition en tant qu'entité territoriale, politique, culturelle et religieuse soit réduit à manifester pour réclamer un minimum de considération et à subir les affres de la répression de la part de gens qui n'ont rien à prouver en matière de combat contre les terroristes ?

Abachi L.